

RESILIENCE ENDOGENE ET CONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE AU BURKINA FASO

Julien REMY et Cheikhna YARANANGORE;

;

© 2019, CERADD_UGB



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant/ Subvention du CRDI: 108394-001-Youth and strategies for resilience to violence and criminality in West Africa



Université Gaston BERGER DE Saint-Louis
Carrefour d'Etudes et de Recherches Action pour le
Développement et la Démocratie (CERADD)



PROJET « Jeunes et stratégies de résilience à la violence et à la criminalité en Afrique de l'Ouest »

Projet N°108394-001

RESILIENCE ENDOGENE ET CONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE AU BURKINA FASO

Par

Dr. Julien REMY

& Cheikhna YARANANGORE

Avec le soutien technique et financier du



« RESILIENCE ENDOGENE ET CONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE AU BURKINA FASO »¹.

Introduction

Ce travail est tiré d'un mémoire réalisé dans le cadre d'une bourse de Master financée avec l'appui du projet « **Jeunes et stratégies de résilience à la violence et à la criminalité en Afrique de l'Ouest** ». Les données présentées ici s'appuient sur des entretiens réalisés dans le cadre de projet compilées avec d'autres récoltées sur le terrain.

Au Burkina Faso, certains mécanismes endogènes de prévention des conflits ont pu constituer des outils permettant d'éviter une crise ouverte et durable. Une recherche en cours sur la résilience à la violence politique montre que certains acteurs publics utilisent parfois des ressources culturelles africaines² pour juguler les crises économiques ou politiques.

La communication proposée se déroulera en deux parties. La première partie portera sur le rôle que ces mécanismes et ressources ont pu jouer dans la résolution des crises récentes, mais aussi sur les tensions qui, aujourd'hui, mettent au jour leurs limites. La deuxième partie, conclusive, interrogera la pertinence potentielle de ces mécanismes et ressources dans la construction de la démocratie au Burkina Faso.

Trois mécanismes et ressources seront traités ici.

Bien ancrée dans la société burkinabè (notamment ouagalaise), la densité des relations d'interconnaissance a pu constituer une source de paix dans les années 1980. Les hommes politiques à la tête du pays, d'un bord politique ou d'un autre, avaient alors souvent des « parents » en commun, ou avaient fréquenté les mêmes établissements scolaires. Cette forte interconnaissance est aujourd'hui mise en question par l'anonymat qui caractérise la vie urbaine, et l'arrivée de nouvelles générations d'horizons divers, pour qui les confrontations politiques peuvent prendre une tournure plus radicale.

Ensuite, la culture du pardon occupe une place centrale dans les relations interpersonnelles au Burkina Faso. Elle est à la source de la plupart des appels à la modération des doyens de la nation en cas de crise. Toutefois, son utilisation abusive après l'assassinat de Norbert Zongo en 1998 en a cassé certains ressorts. Aujourd'hui, les acteurs de la société civile s'en méfient et disent préférer « la vérité et la justice d'abord ! », ce qui limite la portée du pardon dans la vie politique.

¹ Julien REMY, docteur en sociologie, chercheur, et Cheickna YARANANGORE, étudiant en master de sciences politiques, associés au Laboratoire CERRAD (Université Gaston Berger, Saint-Louis du Sénégal) dans le cadre d'une recherche sur la résilience des jeunes à la violence et à la criminalité (financement CRDI).

² La communication reviendra les termes « mécanismes endogènes » et « ressources culturelles » pour privilégier plutôt le second.

Enfin, la parenté à plaisanterie a été longtemps, à l'Ouest du Burkina Faso, un mécanisme de prévention des conflits, comme, par exemple, entre les agriculteurs Bwaba et les éleveurs Peulh. Cependant, des cas de conflit relativement graves ont pu être relevés entre ces parents à plaisanterie, notamment en raison la raréfaction des terres en milieu rural, qui rend plus difficile la cohabitation entre éleveurs et agriculteurs.

Dans un contexte de tensions sociopolitiques depuis 1998, certaines dynamiques sociétales (urbanisation, instrumentalisation politique, crise du foncier) ont fragilisé quelque peu ces mécanismes endogènes en tant qu'outils de renforcement du vivre-ensemble. Il s'agira donc de voir comment ces mécanismes et ressources pourraient être mieux articulés avec les instruments de l'Etat moderne en construction. Comment utiliser ces ressources endogènes au-delà de leur champ originel ? Comment articuler le pardon avec les enjeux actuels de justice et de démocratisation ? Comment penser la parenté à plaisanterie en lien avec le rôle de régulateur de l'Etat au plan local ?

Les sources sur lesquelles se fondent cet article proviennent en grande partie de recherche de terrain menée dans le cadre d'une étude sur les mécanismes de résilience à la violence politique au Burkina Faso. Une vingtaine d'entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès d'acteurs politiques, de la société civile et d'anonymes dans la ville de Ouagadougou. Notre attention s'est portée sur des acteurs ayant participé ou vécu de près les mobilisations de 1998, les manifestations populaires durant l'insurrection populaire de 2014 et le rejet du coup d'Etat de 2015. Les entretiens réalisés³ avaient pour mieux comprendre les perceptions et les motivations de ces acteurs. Il a paru aussi nécessaire de diversifier les opinions en interrogeant des acteurs de différents bords politiques. Enfin, il s'agissait de comprendre à travers eux les facteurs de résilience au basculement dans l'extrême violence politique.

Ces sources d'informations ont été complétées par une analyse documentaire d'écrits ayant un rapport direct avec les crises et violences politiques au Burkina Faso, la culture du pardon des burkinabè ou encore la question de la réconciliation nationale. Aussi le choix des documents portant sur les événements récents en l'occurrence les mobilisations citoyennes entre 2011 et 2014 a été privilégié dans la mesure où ces documents nous permettaient d'avoir une lecture plus actuelle de la situation sociopolitique du Burkina Faso.

PARTIE I : MECANISMES ET RESSOURCES ENDOGENES DE PREVENTION DES CONFLITS DANS LA SOCIETE BURKINABE DEPUIS 1998

1. La force de l'alliance : de l'interconnaissance entre les acteurs politiques

A) Caractéristiques et rôle

L'interconnaissance entre les différents acteurs de la vie politique peut se comprendre ici comme les relations amicales construites dans le voisinage et dans les établissements scolaires

³ Nous nous sommes inscrits dans une approche qui prend appui sur la méthode d'entretien élaborée par Jean Claude Kaufmann, *L'entretien Compréhensif*, Ed. Armand Colin. Cette méthode d'entretien nous a paru pertinente dans la mesure où nous devons approcher aussi des citoyens ordinaires. Tenter de les comprendre était pour nous une occasion de trouver ce qui pouvait être original mais qui échappe souvent au projecteur de la presse. Et comme nous le dit Jean Claude Kaufmann : « (...) l'homme ordinaire à beaucoup à nous apprendre(...) » p. 23.

fréquentées, ou encore les relations d'alliances et de parentés entre différentes familles. Notre regard est porté ici sur les hommes politiques burkinabè ayant exercé des fonctions politiques dans les années 1980. Plusieurs observateurs de la scène politique burkinabè considèrent que, durant ces 25 dernières années, les crises ont connu des issues pacifiques en raison des relations d'interconnaissance entre les leaders politiques. Etant majoritairement issus des mouvements étudiants de gauche⁴, les hommes politiques burkinabè ont connu une socialisation politique assez précoce et permanente tout au long de leur jeunesse. Ils ont eu l'occasion de se connaître, de se fréquenter, de tisser des liens. S'ils envisagent tous la politique comme la résultante d'un rapport de force potentiellement violent, les enquêtes soulignent néanmoins que la résilience à la violence politique – entendue comme capacité de se relever et dépasser les moments de tensions – tire aussi sa source d'une tolérance entre ces différents acteurs, et de leur interconnaissance. Ils ont fréquentés les mêmes écoles, entretiennent des liens sociaux entre eux⁵, ont fréquenté ensemble les mêmes cellules universitaires de formation idéologique depuis la FEANF en France⁶. Plus tard, sous la Révolution menée par T. Sankara, certains seront opposés à d'autres d'un point de vue idéologique⁷. Mais l'apprentissage commun de la pratique militante et politique aurait été une source de résilience : un homme politique burkinabè indique ainsi que cette génération « *a su respecter les règles du 'jeu politique' et, bien souvent, se limiter aux joutes oratoires sans en arriver à la violence physique*⁸ ».

Notre propos ici n'est donc pas d'affirmer que les tensions politiques ont permis d'éviter toujours les violences et crimes politiques. Il s'agit plutôt de montrer que, quand l'interconnaissance entre les hommes politiques ne permettaient pas d'éviter les crimes et violences, elle permettait néanmoins de dépasser les contradictions de sorte à rendre le vivre-

⁴ Certains de nos entretiens relèvent que cette culture de gauche initiale serait la base qui rendrait les compromis possibles entre les acteurs politiques. Leur contradiction n'étant pas principale, ils arrivaient de ce fait à trouver des voies de sortie de crise durant chaque moment de tensions. Cette culture de gauche progressiste aurait également permis aux partis politiques de fonctionner et de mobiliser sur la base des idéologies et non sur des fondements ethniques, régionalistes, religieuses.

⁵ Il est ressorti de nos entretiens que pratiquement toute la génération d'hommes politiques qui occupent la scène politique depuis les années 1980 entretiennent des relations d'interconnaissance. Bon nombre d'entre eux ont étudié dans des écoles situées dans une proximité géographique favorable à la création de liens d'amitié ou de camaraderie. Ce sont, par exemple, des établissements comme le lycée Philippe Zinda Kaboré et encore le lycée Bogodogo. Il y a aussi le Prytanée Militaire du Kadiogo (PMK), auparavant situé non loin de ces deux écoles. Ces établissements ont vu défiler des hommes politiques qui ont marqués l'histoire politique du Burkina Faso. Durant leurs années de collèges et de lycées, ces hommes politiques se sont connus et fréquentés. Et selon certaines sources, c'est aussi à partir de ces années qu'ils ont été sensibilisés à la lutte politique.

⁶ La FEANF (Fédération des Etudiants Africains en France) est la matrice du syndicalisme étudiant du Burkina Faso. Voir Bianchini Pascal et Korbéogo Gabin, *Le syndicalisme étudiant, des origines à nos jours : un acteur permanent dans l'évolution socio-politique du Burkina Faso*, Journal of Higher Education in Africa / Revue de l'enseignement supérieur en Afrique, Vol. 6, No. 2-3 (2008), pp. 33-60, published by CODESRIA.

⁷ Sous la révolution de 1983 à 1987, la génération issue de l'Union Générale des Etudiants Voltaïques va se diviser en deux entités. L'une constituera la société civile, et plus précisément le mouvement syndical qui était nommé par ses adversaires le MONAPOL (mouvement nationaliste populiste liquidateur), et l'autre rejoindra les militaires et était nommée le NCOL par ses adversaires (Nouveau courant opportuniste liquidateur). Tous ces mouvements avaient pour doyen le PAI (Parti Africain de l'Indépendance) qui avait fait aussi le choix de rejoindre les militaires au pouvoir.

⁸ Propos de l'entretien réalisé avec Achille Tapsoba, cadre du CDP, ex parti au pouvoir.

ensemble encore possible. Même si cela pouvait demeurer assez fragile, il reste que le basculement dans la crise durable était évité ou tout au moins ajourné⁹.

De la génération des années 1960¹⁰ à celle des années 1980¹¹, la socialisation politique fondée sur l'idéologie n'a pas empêché les entreprises politiques ethno-centrées ou régionalistes de prospérer. Par ailleurs, les relations entre les hommes politiques que nous identifions ici sous le vocable d'interconnaissance ont joué aussi un rôle dans la prévention de conflits collectifs violents selon nos entretiens. La connaissance mutuelle et des liens sociaux entre les acteurs politiques, peut être perçue comme un bouclier face aux conflits politiques dans l'histoire du Burkina Faso. Elle a favorisé la tolérance entre les acteurs¹². Cette fraternité est au fondement du sens de la responsabilité et de la moralité dont parlent HAGBERG, KIBORA et alii., au Burkina Faso en ces termes :

« Au Burkina Faso, il existe toujours un sens de responsabilité et de moralité malgré les exactions commises et les dérives constatées. Jusque-là, c'est ce sens de responsabilité et de moralité qui a emmené les Burkinabè à éviter le pire lorsque le pays a frôlé la catastrophe¹³ ».

B) Sous l'effet de l'urbanisation et de la croissance démographique, un affaiblissement de l'interconnaissance entre les acteurs politiques

Le contexte sociologique des villes du Burkina Faso a changé et les modes de socialisation sont de plus en plus diversifiés. Les acteurs publics et même les habitants des villes ne perçoivent plus le monde et la vie politique selon le même paradigme que les générations des années 60 et 80. L'explosion démographique spectaculaire de la ville de Ouagadougou, et l'anonymisation des socialités urbaines affaiblissent de plus en plus l'interconnaissance entre les populations. A l'échelle du quartier ou encore du village, les relations subsistent quelque peu. Mais à l'échelle des villes, les modes de vie en pleine mutation ont affaibli la possibilité d'interconnaissance entre les familles et donc entre les jeunes. La ville de Ouagadougou, avec une population qui était estimée en 1960 à 59 000 habitants, avait une population estimée en fin 2006 à 1,5 million d'habitants. Ainsi en 46 ans, la population a été multipliée par 25¹⁴. Les projections tendent également à souligner que « la population urbaine du Burkina Faso

⁹ Lors de la crise profonde ayant suivi l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, une autorité bien en vue aujourd'hui aurait rencontré des opposants avec qui il avait des relations amicales depuis sa jeunesse. Cette rencontre aurait permis de « calmer le jeu », et de confirmer l'hypothèse selon laquelle « le pays se gère la nuit » (anecdote racontée par Noufou Zougmore, journaliste et militant de la génération Cheikh Anta Diop).

¹⁰ C'est l'époque des pères de l'indépendance où le débat politique avait lieu en grande partie entre le RDR (Rassemblement Démocratique Africain) et le MLM. C'est aussi la génération de Joseph Ki Zerbo et des Sangoulé Lamizana.

¹¹ La génération de la période révolutionnaire. Cette période est considérée comme une période de renouvellement générationnelle de l'élite politique avec une tendance au marxisme-léninisme.

¹² De l'entretien réalisé avec Achille Tapsoba, un des cadres du CDP, Parti au pouvoir lors de l'insurrection de 2014.

¹³ Hagberg Sten, Kibora Ludovic et al, *Transformations sociopolitiques burkinabè de 2014 à 2016. Perspectives anthropologiques des pratiques politiques et de la culture démocratique dans « un Burkina Faso nouveau »*. 2017. Uppsala Papers in Africa Studies Editor: Sten Hagberg, P 90.

¹⁴ GUENGANT Jean-Pierre, Evolution passée et future de la ville de Ouagadougou, « OUAGA. 2009 » *Peuplement de Ouagadougou et Développement urbain Rapport provisoire*, Coordination : F. Boyer (IRD), D. Delaunay (IRD) Projet financé par le Service de Coopération et d'Action Culturelle Ambassade de France Ouagadougou Novembre 2008 – Juin 2009 AMBASSADE DE FRANCE AU BURKINA FASO

pourrait ainsi représenter 40% de la population totale en 2030, dépasser la barre des 50% en 2042, et atteindre 58% en 2050 ».

Toutes ces populations qui vivent et vivront dans la ville de Ouagadougou sont issues de divers horizons et n'ont pas grandi selon les mêmes repères et représentations politico-idéologiques que les générations précédentes. Si l'on considère que l'interconnaissance et l'interprétation des élites politiques des années 60 à 80 ont permis d'endiguer bien de tensions sociopolitiques, cette ressource devient désormais peu opérationnelle car à l'échelle macro d'une société diversifiée, avec des populations venant de toutes les régions du pays, et de la Côte d'Ivoire¹⁵ et avec une jeunesse constituant la majorité de la population, et souvent peu outillés politiquement ; il faudra inventer des moyens plus adéquats (et en phase avec l'Etat moderne et les espaces urbains) pour éviter les prochains conflits sociopolitiques.

2. La culture du pardon

A) Caractéristiques et rôle

« Les composantes de la nation burkinabè ont des cultures de pardon qui ont jalonné leurs organisations sociales à tous les niveaux. Cette donne fait qu'en cas de mésentente entre deux sociétés ou deux individus ou groupe d'individus dans le contexte traditionnel, il y avait en général des démarches parallèles de conciliation ou de réconciliation qui étaient entreprises par des acteurs a priori neutres. Par exemple, pour avoir la clémence d'un chef traditionnel par rapport à un sujet (dans l'histoire de la tradition moaga), le sage commis à cette tâche relevait le fait que 'l'homme est 9 et ne vaut pas 10' pour faire comprendre au chef que lui-même n'est pas à l'abri de se tromper et que sa propre grandeur se trouve dans le pardon¹⁶ »

Ce propos nous situe bien sur la perception du pardon dans la tradition *moaga* et, partant, dans plusieurs ethnies du Burkina Faso. Le pardon est ici perçu comme étant le propre de celui qui a « la force » d'exercer sa volonté mais qui, au nom de cette force, décide de faire preuve de clémence. Un proverbe célèbre chez les Mossi dit d'ailleurs que « celui qui a la force a le pardon. » C'est ce constat qui amène à soutenir que les communautés burkinabè ont une certaine culture du pardon qui, à l'échelle nationale, permet de rester résilient et de ne pas traduire les frustrations en acte de violences collectives.

Le registre du pardon comme mécanisme de résolution des conflits collectifs au Burkina Faso repose en grande partie sur la mobilisation et l'influence des doyens de la société, les chefs coutumiers et religieux. C'est d'ailleurs généralement ce dernier type d'acteurs qui intervient dans l'espace public lors des moments de tensions pour appeler à la modération et au pardon des uns et des autres. En tant que doyens de la société, leur voix trouve généralement un écho favorable à l'oreille des populations¹⁷. Le rapport du Collège des Sages de 1999, après avoir fait un diagnostic de l'état de la Nation appelait d'ailleurs explicitement les uns à demander pardon et les autres à pardonner en ces termes :

¹⁵ Ibid. op.cit.

¹⁶ Propos d'un enquêteur issu d'un village du plateau central.

¹⁷ L'appel du collège des sages corrobore ce propos. Le Collège des Sages est une instance mise en place suite aux protestations de 1998, suite à l'assassinat de Norbert ZONGO, en vue d'analyser et proposer des mécanismes de sortie de crise. Composé de doyens (anciens Présidents, cardinaux, imams et simples doyens), il a fait des recommandations qui ont apporté l'accalmie.

« Notre pays vit depuis sept (7) mois une crise profonde qui perdure et s'étend à tous les secteurs de la vie nationale. La paix sociale fortement secouée reste toujours gravement menacée. Face à ce constat, nous devons observer un temps d'arrêt et de réflexion pour tirer les leçons qui s'imposent. Nous devons marquer une pause pour trouver ensemble les voies et moyens conduisant à l'instauration et au maintien de la paix sociale ainsi qu'à la réconciliation nationale. Ces voies et moyens doivent nécessairement passer par la vérité, la justice et le pardon. Justice aussi parce que les coupables doivent demander pardon, en toute humilité, réparer leurs fautes et s'engager à ne plus recommencer. Courage et magnanimité à ceux qui ont été meurtris pour accorder le pardon. Le Collège de sages est convaincu que le peuple Burkinabè saura puiser dans ses propres valeurs les ressources nécessaires pour tourner cette page douloureuse de son histoire. Il y va de l'avenir de notre pays¹⁸ ».

HILGERS et LOADA soulignent aussi le rôle des coutumiers et religieux en disant que lors de la crise de 1998, si le pouvoir a pu se maintenir c'est en faisant appel aux chefs coutumiers et religieux mais aussi au registre traditionnel du pardon¹⁹.

Les autorités morales (chefferie coutumière et leaders religieux) ont encore joué un rôle important lors de certaines crises, grèves et autres manifestations plus récentes. La grève des enseignants, des lycées et collèges en cette année 2018 a ainsi vu les coutumiers et religieux intervenir. Ces derniers ont été invités aux négociations par le gouvernement afin qu'un compromis soit trouvé²⁰. Tout au long de la 4^{ème} République, les autorités morales ont veillé à préserver cette culture du pardon dans les revendications et contestations de l'ordre politique.

Dans la littérature sur la résilience collective, on parlerait de ces autorités morales comme étant des « tuteurs sociaux » dont toute société a besoin afin d'avoir la capacité de continuer à vivre, fonctionner, se développer et s'épanouir après un traumatisme ou une catastrophe²¹. Ces autorités morales sont jusque-là pratiquement incontournables dans la gestion de la République et comme le pensent certains, elles seraient même plus légitimes aux yeux d'une bonne partie des populations, que les autorités étatiques modernes. Quand le basculement dans l'extrême violence semble inévitable, c'est bien souvent l'intervention de ces autorités morales qui permet la prévention du conflit ou la résolution de la crise²². Leur intervention dans la vie publique est considérée par plus d'un burkinabè comme une source de résilience au regard des valeurs sociétales que ces « tuteurs sociaux » sont censés incarner. Leur apport a été souvent décisif dans la prévention des crises ou dans leur résolution. D'ailleurs Jean-Marcel Koffi pense que toute société a besoin de tuteurs sociaux, dans la mesure où :

¹⁸ Rapport du collège de Sages sur les crimes impunis de 1960 à nos jours, adopté le 30 juillet 1999, p. 22

¹⁹ Hilgers Mathieu et Loada Augustin, Tensions et protestations dans un régime semi-autoritaire : croissance des révoltes populaires et maintien du pouvoir au Burkina Faso, Politique africaine, 2013/3 N° 131, p. 187-208. DOI : 10.3917/polaf.131.0187

²⁰ Relevons toutefois que les syndicats des enseignants n'étaient pas favorables à leur participation aux négociations.

²¹ Gabriel Gonnet, Jean-Marcel Koffi avec Boris Cyrulnik, *Résilience, cicatrices, rébellion*. Éditions Harmattan

²² Quelques-uns des enquêtés interrogés évoquent les événements de ces dernières années (insurrection de 2014 et putsch de 2015) pour soutenir cette perspective. Ils relèvent à ce propos le rôle joué par le Mogho Naaba lors des négociations de sorte que la guerre entre différentes fractions de l'armée soit évitée.

« Les sociétés empruntent (...) des cheminements assez comparables à ceux des individus. Pour une personne, la résilience correspond à la capacité à surmonter un traumatisme, comme la perte d'un emploi ou un deuil. Elle ne se réalise que dans certaines conditions, en mobilisant des 'tuteurs', c'est-à-dire des personnes rencontrées ou dont on a gardé le souvenir, et des 'facteurs' de résilience comme, par exemple, la présence de ressources personnelles, la ténacité, l'éducation reçue, l'appui d'un réseau de sociabilités... Il en va de même s'agissant d'une société traumatisée par une amorce de guerre civile ou par des violences interethniques. Il lui faut trouver des 'tuteurs sociaux' et des facteurs collectifs de résilience²³ ».

B) Limite du pardon : une fragilisation liée à un abus d'utilisation et un accent mis sur la nécessité de justice

Cette problématique du pardon comme principe de pacification politique pose de plus en plus question dans le débat public actuel au Burkina Faso²⁴. Le registre du pardon tel que déployé sous la 4^{ème} République a pu en effet apparaître comme une ruse des acteurs politiques pour endiguer les crises et perdurer au pouvoir. Tout au long de la présidence de Blaise Compaoré²⁵, le pardon a pu faire l'objet d'une instrumentalisation. Cela a contribué à fragiliser cette ressource. L'abus du recours au pardon a quelque peu fini par le dévolement du sens authentique du pardon.

Pour REMY, pour pouvoir opérer, le pardon présuppose, entre autres, une reconnaissance de l'offense par l'offenseur. C'est seulement dans le respect de ces conditions que le pardon peut résoudre durablement les crises et être perçu comme un convertisseur de la guerre en paix²⁶. Dans le cas de l'assassinat du journaliste Norbert Zongo et trois de ses compagnons à Sapouy, personne n'a véritablement reconnu l'offense ni demandé pardon. Si bien que, de plus en plus aujourd'hui, les acteurs manifestent une forte méfiance à l'écoute des nombreux appels au pardon. C'est désormais le slogan « vérité et justice » qui occupe l'espace lors des manifestations populaires, dans la presse et à l'occasion de la commémoration des décès des personnages comme Thomas Sankara, Norbert Zongo, Dabo Boukari, ou encore Flavien Nébélé.

Ce serait donc une utilisation abusive du registre du pardon, son instrumentalisation et le non-respect des engagements qui a fragilisé davantage la culture du pardon appliqué dans le champ politique. Toute chose qui augurerait des manifestations populaires à venir, plus ou

²³ Interview de Jean-Marcel Koffi dans Sciences au Sud - Le journal de l'IRD - n° 63 - janvier/février/mars 2012, <http://www.isem.univ-montp2.fr/actu/files/...>

²⁴ La question de la justice sur les morts de l'insurrection de 2014 et de la résistance au coup d'Etat de 2015 pose le débat suivant : vérité, pardon et réconciliation ou vérité, justice et réconciliation.

²⁵ L'organisation d'une journée nationale du pardon répondait à ce même besoin d'atténuer et mettre fin aux tensions de 1998. Lors de cette journée, dans son discours, Blaise Compaoré s'engageait à prendre des mesures urgentes et reconnaissait la responsabilité de l'Etat, de tous les régimes ayant géré l'Etat et aussi il appelait au pardon mutuel. Ce pardon qui est pour lui le passage obligé vers une véritable réconciliation [cf. Blaise Compaoré, « Recueil de discours, 1998-2000, Dialectique de la pensée et de l'action pour un progrès soutenu au Burkina Faso », Discours à l'occasion de la journée nationale de pardon (Ouagadougou, 31 mai 2001)]

²⁶ Rémy Julien, L'offense, le pardon et le don, www.cairn.info

moins violentes. Ces manifestations populaires vont connaître un pic en 2011²⁷ et 2014. Les manifestants devenaient quelque peu insensibles au registre du pardon car il y avait un hiatus les promesses et les actes des gouvernants. OUATTARA parlant de la gouvernance de Compaoré souligne que :

« L'écart entre les décisions et leur application est souvent abyssal. On arrête, bastonne, emprisonne sans inquiétude. Pendant ce temps, la démocratie, le pardon, l'amnistie sont toujours évoqués pour calmer le jeu politique, restaurer une paix relative, jouir en toute impunité des richesses amassées sur le dos d'un peuple de Sahel. »²⁸

3. La parenté à plaisanterie

A) Caractéristiques et rôle

La parenté à plaisanterie se définit selon RADCLIFFE-BROWN comme « une relation entre deux personnes dans laquelle l'une est autorisée par la coutume, et dans certains cas, obligée, de taquiner l'autre ou de s'en moquer ; l'autre, de son côté, ne doit pas en prendre ombrage²⁹ ». Pour l'anthropologue Marcel MAUSS, la parenté à plaisanterie (qu'il appelle « alliances à plaisanterie ») est une modalité qui exprime l'opposition et la solidarité mélangées et alternées³⁰. L'alliance à plaisanterie agit comme un mécanisme intercommunautaire d'exercice de la solidarité dans la différence.

La parenté à plaisanterie est assurément une ressource culturelle d'une importance établie en tant que ferment de cohabitation et de cohésion entre les communautés en Afrique de l'Ouest. Cette pratique reste encore très vivace au Burkina Faso. Elle revêt une dimension fonctionnelle dans la reconnaissance et l'acceptation de l'altérité qui ne se pose plus comme la différence qui aliène dans les relations intercommunautaires, mais cette altérité.

L'origine de la parenté à plaisanterie en fait un facteur de résilience par excellence. SISSAO³¹, évoquant l'exemple des Mossi et des Sans du Burkina Faso, souligne que leur alliance à plaisanterie serait liée à une cohabitation difficile sur un même territoire. Pour mettre fin aux conflits, les deux peuples auraient alors conclu un pacte : « En scellant un pacte de sang pour résoudre [les conflits], ils acceptent leur présence mutuelle³² ». Au lieu de se faire

²⁷ Lila Chouli retrace la chronologie des soulèvements populaires durant cette année. Soulèvements qui ont concernés pratiquement toutes les grandes villes du pays et aussi toutes les couches sociales : « Burkina Faso : 2011, Chronique d'un mouvement social »

²⁸ Vincent Ouattara, L'Ère Compaoré : Politique, crimes et gestion du pouvoir, version Publibook, Éditions Publibook 14, rue des Volontaires 75015 PARIS – France, p 10

²⁹ A. R. Radcliffe-Brown, « La parenté à plaisanteries », chap. 4, dans Structure et fonction dans la société primitive, trad. de l'anglais par Françoise et Louis Marin, Paris, Éditions de Minuit, 1968, p. 158.

³⁰ Mauss Marcel, « Les parentés à plaisanteries », Annuaire de l'École Pratique des Hautes Études, Section des Sciences Religieuses, Paris, 1928. Version numérique par Jean-Marie Tremblay, http://www.ugac.ugebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, p 1-13, p 5.

³¹ Le professeur Alain Joseph Sissao, spécialiste des questions de parentés à plaisanterie est directeur de recherches à l'Institut national des sciences des sociétés/Centre national de la recherche scientifique et technologique (INSS/CNRST), auteur en 2002 d'un ouvrage intitulé « Alliances et parentés à plaisanterie au Burkina Faso. Mécanisme de fonctionnement et avenir »

³² SISSAO Joseph Alain: « Il faut agir rapidement pour que l'alliance à plaisanterie ne disparaisse pas », Écrit par L'Observateur paalga Vendredi, 01 Avril 2016

la « guerre », au lieu de nier les différences, ils en jouent, et s'interdisent d'entrer en conflit. Ils sont exactement dans ce que disait MAUSS : « Il faut savoir s'opposer sans se massacrer ».

B) Limites de l'alliance à plaisanterie : un rôle inefficace au-delà d'un certain seuil de gravité

La fonction de l'alliance à plaisanterie est reconnue dans le vivre-ensemble au Burkina Faso. Mais la question de la transmission de ces valeurs pose de plus en plus de problèmes. Dans une société qui voit les nouvelles générations déconnectées des modes de socialisation traditionnels, la force des mécanismes endogènes comme l'alliance à plaisanterie risque de s'émousser. En dehors des communautés villageoises, l'impact de l'alliance à plaisanterie devient faible et les jeunes n'ayant pas grandi forcément dans « la tradition » peuvent être peu sensibles vis-à-vis de certaines valeurs ancestrales qui faisaient « sens » dans le vivre-ensemble.

SISSAO interpelle d'ailleurs sur la nécessité pour l'Etat moderne de veiller à sauvegarder cette ressource culturelle qu'est l'alliance à plaisanterie qui constitue une « arme identitaire » de cohésion et de médiation :

« Il faut agir rapidement pour que l'alliance à plaisanterie ne disparaisse pas (...) Je pense que c'est effectivement une arme identitaire et culturelle très puissante, qui doit être au service de notre Etat moderne sans toutefois verser dans la manipulation politicienne (...) La pratique tend à se perdre. Il faut noter qu'elle est née dans les villages et que beaucoup de jeunes citadins grandissent aujourd'hui sans connaître ces valeurs. C'est pourquoi je milite pour l'introduction, dans notre système éducatif, de modules d'enseignement qui vont permettre à tous les élèves de s'en imprégner et de perpétuer cet héritage essentiel (...) »³³

Par ailleurs, même dans le milieu rural, l'alliance à plaisanterie peut parfois paraître insuffisante pour prévenir les conflits. Les enjeux actuels liés au foncier, au contrôle de la terre, à la raréfaction des ressources, à la précarité constituent autant de situations qui peuvent emmener des alliés à plaisanterie à entrer en conflit. Des exemples de conflits entre alliés à plaisanterie interpellent sur les seuils d'application du mécanisme. C'est le cas de Kankoudéni dans la Comoé où des événements dramatiques sont intervenus entre éleveurs et agriculteurs pendant l'année 2001³⁴. Pendant l'année 2012 également, un conflit violent a opposé agriculteurs Bwabas et Eleveurs peulh dans la région de Dédougou à Passakongo³⁵. Ces deux communautés qui sont alliés à plaisanterie n'ont pas pu éviter néanmoins le conflit. Ce conflit a soulevé des réactions de surprises :

« C'est vraiment le monde à l'envers, depuis quand Bobo et Peulh font la bagarre jusqu'à ce point. (...). Mes frères si vous ne le saviez pas, il n'y a pas de bagarre entre Bobo et Peulh. Vivement qu'ils reviennent à de meilleurs sentiments sinon, il ne nous reste plus rien. »

³³ SISSAO Joseph Alain: « Il faut agir rapidement pour que l'alliance à plaisanterie ne disparaisse pas », Écrit par L'Observateur paalga Vendredi, 01 Avril 2016

³⁴ HISTOIRE : La parenté à plaisanterie au Burkina Faso, Ethnicité et culture : l'Alliance à plaisanterie comme forme de culture ciment entre les ethnies au Burkina Faso : <http://www.burkinatourism.com/HISTOIRE-La-parente-a-plaisanterie-au-Burkina-Faso.html>

³⁵ SOUGUE DRAMANE, Dédougou : Conflit intercommunautaire à Passakongo : <http://lefaso.net/spip.php?article47552>

« Dans quel monde sommes-nous aujourd'hui ? Depuis quand Peulh et Bwaba se font la bagarre ? Je n'ai jamais vu ça. Si la parenté à plaisanterie tant vantée et montrée comme l'une des valeurs de cohésion sociale au Burkina n'existe plus, c'est très grave pour ce pays. Face à la vie chère, la faim, la pauvreté, la gabegie des grands, la corruption et l'impunité, c'était l'une des valeurs qui restait comme dernier rempart pour éviter que la situation sociale ne s'embrace. Mais là, le dernier pilier vient de céder...³⁶ »

L'alliance à plaisanterie est une puissante « arme » de résilience mais ne constitue pas absolument aujourd'hui un bouclier infaillible contre l'avènement de conflits entre les communautés. L'enjeu pour l'Etat moderne est donc de savoir comment pérenniser cette ressource culturelle au-delà de son contexte originelle d'application.

PARTIE II : REFLEXION SUR LA CONSTRUCTION DE LA DEMOCRATIE : QUELQUES PISTES POUR UNE MEILLEURE ARTICULATION ENTRE LES RESSOURCES ENDOGENES ET L'ETAT MODERNE

Il y a de puissantes ressources endogènes en matière de résolution des conflits au Burkina Faso. Et ces ressources et recettes comportent des limites. Pour autant, ces ressources endogènes de prévention et résolution des conflits ne sont pas inopérantes et obsolètes. L'enjeu pour l'Etat du Burkina Faso, et, de façon plus générales, pour les démocraties africaines, est de savoir comment valoriser ces ressources et quels moyens mettre en œuvre pour qu'elles trouvent leur place dans l'Etat moderne.

1. Percevoir les effets de « seuils »

Il a été relevé que les mécanismes traités ici (interconnaissance, alliance à plaisanterie et culture du pardon) peuvent parfois manquer d'efficacité au-delà d'un seuil. Il y a alors comme une rupture avec leur contexte originel d'application. L'interconnaissance et l'interpénétration entre les familles, par exemple, se trouvent affaiblies par la forte croissance démographique et l'urbanisation. Toutes les familles ne se connaissent plus et la jeunesse est diversifiée avec une éducation, des habitudes et des intérêts différents. La gestion des tensions politiques par l'interconnaissance des élites politiques comme dans les années 1980 ne marche donc plus dans un tel contexte.

De même, la culture du pardon ne suffit plus à apaiser les besoins de vérité et de justice des victimes de crimes politiques, et des citoyens engagés dans la société civile. La valeur du pardon peut fonctionner dans un contexte villageois où les offenses vont rarement jusqu'au meurtre. Au-delà, elle apparaît assez peu opérationnelle. Le contexte sociopolitique burkinabè actuel est toujours profondément marqué par les crimes économiques et les crimes de sang ayant émaillés la 4^{ème} République. Pour bien des acteurs de la société civile, il s'agit de revenir aux conditions du pardon qui intègrent la vérité et la justice. L'exemple de l'Afrique du Sud peut être employé à ce niveau avec un mécanisme de vérité et de justice qui ouvrira la voie à une réconciliation sincère et durable.

³⁶ Réaction d'internaute : <http://lefaso.net/spip.php?article47552>

Enfin, l'alliance à plaisanterie, elle aussi, voit son impact s'émousser avec la modernité et les enjeux liés au foncier en milieu rural. Les générations actuelles n'ont pas toujours les mêmes repères que celles d'antan. Elles s'en remettent de ce fait plus aux « lois » modernes pour gérer les tensions qu'à la médiation fondée sur l'alliance. De plus en plus, la pratique de l'alliance à plaisanterie peut s'affaiblir si l'Etat moderne ne déploie pas des voies et moyens pour l'intégrer dans les mœurs des jeunes au niveau de l'éducation par exemple. C'est dans ce sens qu'il faut cerner l'interpellation de SISSAO : « Il faut agir rapidement pour que l'alliance à plaisanterie ne disparaisse pas. »

2. Proscrire l'instrumentalisation des valeurs « résilientes »

Comment mettre les ressources endogènes comme la culture du pardon et l'alliance à plaisanterie au service de la construction de l'Etat de droit démocratique ? Les mécanismes endogènes dans la société traditionnelle avaient pour vocation de constituer des ciments du vivre-ensemble. Dans un Etat constitué d'une soixantaine d'ethnies, leur rôle revêt un intérêt encore plus plausible. Mais l'usage que les décideurs publics devraient en faire doit être débarrassé de toute instrumentalisation politicienne et partisane. L'esprit du mécanisme doit être conservé à savoir pardonner pour exprimer la perfectibilité de l'humain, s'allier pour dépasser la différence et rendre possible la cohésion dans la diversité.

3. Transmettre les principes de ces mécanismes aux jeunes générations

C'est à ce niveau que le rôle de l'école moderne est primordial en tant que lieu de socialisation du citoyen de demain. L'enjeu d'accorder une place de choix à l'intégration des ressources endogènes dans l'Etat moderne réside dans le fait que l'on renoue avec une forme d'éducation qui permet d'inculquer aux jeunes générations les valeurs d'acceptation de l'autre, de tolérance et de pardon. Ces valeurs qui s'articulent bien avec les principes de l'Etat de droit comme la liberté et le respect des autres. Des entretiens réalisés au cours de notre étude sur la résilience des jeunes aux violences politiques, il ressort que l'une des raisons de la vulnérabilité des jeunes à la violence est le manque de repères aussi bien idéologiques que culturels. Cela a pour inconvénient de faire émerger une jeunesse assez politisée (au sens de partisane) mais peu outillée politiquement, d'où le regain des régionalismes et des communautarismes. L'autre n'est plus le camarade politique ou idéologique, ou encore l'allié qui comble mes limites. L'autre devient celui qui me nie et dont la région est opposée à la mienne. L'adversaire devient un ennemi. L'articulation des programmes scolaires avec les mécanismes endogènes du vivre-ensemble constitue de ce fait une possibilité de recréer des liens séculaires entre les citoyens dans une perspective nationale au-delà des simples espaces villageois.

4. Trouver la bonne articulation avec la justice

Par ailleurs, il importe de souligner qu'une pertinente remise à jour des mécanismes endogènes de prévention et résolution des conflits ne saurait faire l'économie de la bonne gouvernance. Par exemple, la culture du pardon telle que pratiquée à l'origine retrouve tout son sens si l'on l'articule avec la vérité et la justice. Une justice qui ne se déploie pas comme « vengeance », mais une justice qui s'exprime comme condition de la paix sociale. Ce qui implique d'accorder une place principale au dialogue franc et sincère. Le dialogue selon ses

modalités endogènes s'articule aussi bien avec le dialogue dans l'Etat de droit démocratique. L'une des recommandations du forum Africapacités de 2017 s'inscrit dans cette perspective :

« La nécessité absolue d'inventer un modèle endogène de justice transitionnelle et de réconciliation nationale adapté au contexte burkinabè tout en s'inspirant des expériences d'ailleurs ; un tel modèle devrait s'inspirer sur les valeurs traditionnelles africaines fondées sur le consensus comme mode de régulation des différents sociopolitiques. »³⁷

En définitif, la présence de mécanismes endogènes de prévention et de résolution des conflits est une réalité au Burkina Faso. Mais il reste que les impératifs de la construction d'une société démocratique et les enjeux sociopolitiques qui marquent la trajectoire du pays aujourd'hui peuvent mettre à mal l'efficacité de ces mécanismes endogènes.

CONCLUSION

L'interconnaissance entre les acteurs politiques, la culture du pardon dont les chefs coutumiers et leaders religieux sont les portes voix, les alliances à plaisanterie constituent assurément des ressources qui rendent possible la cohabitation d'une soixantaine d'ethnies dans un Etat marqué par une histoire sociopolitique faite de tensions, de ruptures brutales et de violences politiques. Plus que jamais, les tensions restent encore assez vives dans les luttes pour le contrôle du pouvoir, dans les revendications pour une bonne gouvernance, dans les attentes vis-à-vis des dossiers en justice. Le rôle de régulateur de l'Etat et des « tuteurs sociaux » (chefs coutumiers et religieux) est primordial pour bien négocier le passage vers la consolidation démocratique. Mais aussi pour articuler les ressources culturelles de prévention des conflits avec les exigences de la démocratie.

³⁷ ONG DIAKONIA : rapport général du Forum Africapacités 2017, Quels mécanismes de justice transitionnelle pour une consolidation démocratique au Burkina Faso ? *Sur le chemin de la vérité, de la justice et de la réconciliation...*

BILIOGRAPHIE

Ouvrages

CHOULI Lila, « Burkina Faso : 2011, Chronique d'un mouvement social »

COMPAORE Blaise, « *Recueil de discours, 1998-2000, Dialectique de la pensée et de l'action pour un progrès soutenu au Burkina Faso* », Discours à l'occasion de la journée nationale de pardon (Ouagadougou, 31 mai 2001)

HAGBERG Sten, KIBORA Ludovic et al, *Transformations sociopolitiques burkinabè de 2014 à 2016. Perspectives anthropologiques des pratiques politiques et de la culture démocratique dans « un Burkina Faso nouveau »*. 2017. Uppsala Papers in Africa Studies Editor: Sten Hagberg, P 90.

MAUSS Marcel, « Les parentés à plaisanteries », Annuaire de l'École Pratique des Hautes Études, Section des Sciences Religieuses, Paris, 1928. Version numérique par Jean-Marie Tremblay, http://www.ugac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html, p 1-13

KAUFMANN Jean Claude, *L'entretien Compréhensif*, Ed. Armand Colin, p.23

OUATTARA Vincent, L'Ère Compaoré : Politique, crimes et gestion du pouvoir, version Publibook, Éditions Publibook 14, rue des Volontaires 75015 PARIS – France, p 10

RADCLIFFE-BROWN A. R., « La parenté à plaisanteries », chap. 4, dans *Structure et fonction dans la société primitive*, trad. de l'anglais par Françoise et Louis Marin, Paris, Éditions de Minuit, 1968, p. 158.

Articles

Médard Jean François, l'Etat patrimonialité,

<http://www.politiqueafricaine.com/numeros/pdf/039025.pdf>

BIANCHINI Pascal et KORBEOGO Gabin, Le syndicalisme étudiant, des origines à nos jours : un acteur permanent dans l'évolution socio-politique du Burkina Faso, *Journal of Higher Education in Africa / Revue de l'enseignement supérieur en Afrique*, Vol. 6, No. 2-3 (2008), pp. 33-60 Published by: CODESRIA

GAULME François, « « Etats faillis », « Etats faibles » : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiales », *Politique étrangère*, 2011/1 Printemps, p. 17-29. DOI : 10.3917/pe.111.0017

HILGERS Mathieu et LOADA Augustin, Tensions et protestations dans un régime semi-autoritaire : croissance des révoltes populaires et maintien du pouvoir au Burkina Faso, *Politique africaine*, 2013/3 N° 131, p. 187-208. DOI : 10.3917/polaf.131.0187

REMY Julien, L'offense, le pardon et le don, disponible sur : www.cairn.info

TOURISME AU BURKINA FASO, HISTOIRE : La parenté à plaisanterie au Burkina Faso, Ethnicité et culture : *l'Alliance à plaisanterie comme forme de culture ciment entre les ethnies au Burkina Faso* : <http://www.burkinatourism.com/HISTOIRE-La-parente-a-plaisanterie-au-Burkina-Faso.html>

Rapports

GUENGANT Jean-Pierre, Evolution passée et future de la ville de Ouagadougou, « *OUAGA. 2009» Peuplement de Ouagadougou et Développement urbain Rapport provisoire*, Coordination : F. Boyer (IRD), D. Delaunay (IRD) Projet financé par le Service de Coopération et d'Action Culturelle, Ambassade de France Ouagadougou Novembre 2008 – Juin 2009 AMBASSADE DE FRANCE AU BURKINA FASO

COLLEGE DES SAGES, Rapport du collège de Sages sur les crimes impunis de 1960 à nos jours, adopté le 30 juillet 1999, p 22

COMMISSION DE LA RECONCILIATION NATIONALE ET DES REFORMES CRNR, *Rapport général : Les voies du renouveau*, Septembre, 2015

CENTRE POUR LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE, Rapport du Dialogue démocratique du CGD, le pardon en politique : condition nécessaire à la consolidation démocratique? Ouagadougou, Pacific Hôtel, 30 mars 2010

ONG DIAKONIA : rapport général du Forum Africapacités 2017, Quels mécanismes de justice transitionnelle pour une consolidation démocratique au Burkina Faso ? *Sur le chemin de la vérité, de la justice et de la réconciliation...*

LA COALITION POUR LA DEMOCRATIE ET LA RECONCILIATION NATIONALE, Mémoire:
<http://lepays.bf/reconciliation-nationale-voici-testament-de-coder/>

Articles de presse

Le Monde Diplomatique: Les espoirs déçus de l'après-Compaoré Au Burkina Faso, deux conceptions de la révolution. Par CARAYOL Rémi :

<https://www.mondediplomatique.fr/2018/01/CARAYOL/58274>

Interview de Jean-Marcel Koffi dans Sciences au Sud - Le journal de l'IRD - n° 63 janvier/février/mars 2012, <http://www.isem.univ-montp2.fr/actu/files/...>

L'Observateur paalga : interview du Pr SISSAO Joseph Alain: « Il faut agir rapidement pour que l'alliance à plaisanterie ne disparaisse pas », observateur paalga du Vendredi, 01 Avril 2016

www.lefaso.net: Dédougou : Conflit intercommunautaire à Passakongo par SOUGUE Dramane, <http://lefaso.net/spip.php?article47552>

<https://www.leconomistedufaso.bf/2018/01/22/revendications-sociales-68-greves-sit-in-2017/>

<http://lepays.bf/dr-ra-sablga-ouedraogo-directeur-executif-de-free-afrik-de-plus-plus-rentable-de-faire-greves-burkina/>